

AYVENS

Société anonyme au capital de 1 225 440 642 euros
Siège social : 1-3 Rue Eugène et Armand Peugeot, Corosa, 92500 Rueil-Malmaison
417 689 395 RCS NANTERRE

(La « Société »)

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE
DU 19 MAI 2025**

(...)

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

La résolution est adoptée.

DEUXIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports et constate que le résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à 1.908.661.050 euros.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées au 4 de l'article 39 dudit Code qui s'est élevé à 347.002 euros au cours de l'exercice écoulé ainsi que l'impôt théorique à raison de ces dépenses et charges, soit 89.700 euros.

La résolution est adoptée.

Initial
Td

DS
dp

TROISIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et distribution d'un dividende)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et sur proposition du Conseil d'administration :

1. Constate que le solde net disponible de l'exercice s'établit donc à 1.908.661.050 euros et que ce montant, ajouté au « *Report à nouveau* », qui s'élevait à 1.221.881.734 euros en 2023, représente un total distribuable de 3.130.542.784 euros.
2. Décide de distribuer, à titre de dividende pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, une somme de 302.275.358 euros, calculée sur la base d'un capital social de 816.960.428 actions au 31 décembre 2024 par prélèvement d'une somme de 302.275.358 euros sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
3. Fixe en conséquence, le dividende par action à 0,37 euro pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Il est précisé qu'en cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux 816.960.428 actions composant le capital social au 31 décembre 2024, le montant global du dividende sera ajusté en conséquence et le montant affecté au compte « *Report à nouveau* » sera déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

4. Décide que le montant des dividendes attachés aux éventuelles actions auto-détenues par la Société à la date de mise en paiement, qui ne donnent pas droit au dividende conformément à l'article L. 225-210 du Code de commerce, sera affecté au compte « *Report à nouveau* ».
5. Décide que le dividende sera détaché le 26/05/2025 et mis en paiement le 28/05/2025.
6. Décide que le solde du résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit 1.606.385.692 euros, est affecté au compte « *Report à nouveau* ».

Pour un actionnaire personne physique résidant fiscalement en France, il est précisé que cette distribution de dividende, d'un montant de 0,37 euro par action, est imposable à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8% auquel s'ajoute 17,2% de prélèvements sociaux mais peut être imposée, sur option globale prévue au 2 de l'article 200 A du Code général des impôts de l'actionnaire, au barème progressif de l'impôt sur le revenu ; dans ce dernier cas, le dividende est éligible à l'abattement de 40% qui résulte de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

7. Constate qu'après ces affectations :
 - le montant des réserves demeure égal à 122.600.312 euros;
 - le report à nouveau s'établit désormais à 2.828.267.426 euros. Il sera ajusté en fonction de l'évolution du nombre d'actions donnant droit à dividende : il sera majoré

de la fraction du dividende correspondant aux actions éventuellement détenues par la Société au moment de la mise en paiement du dividende ;

- le montant de la prime d'émission demeure égal à 3.668.001.087 euros.

8. Rappelle, conformément à la loi, que le dividende par action attribué au cours des trois exercices précédents était le suivant :

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Dividende net distribué par action éligible à l'abattement de 40% | 1,08 euro | 1,06 euro | 0,47 euro |
| Autres revenus distribués par action éligibles à l'abattement de 40% | 0 euro | 0 euro | 0 euro |
| Montant total des revenus distribués ⁽¹⁾ | 436.431.931 euros | 601.593.450 euros | 383.971.401 euros |

(1) Au titre des exercices 2021, 2022 et 2023 le nombre d'actions auto-détenues par la Société lors du détachement du dividende s'élevait respectivement à 1.134.372, 798.506 et 980.322. Les montants non-distribués afférents à ces actions (soit respectivement 1.225.122 euros pour 2021, 846.416 euros pour 2022 et 460.751 euros pour 2023) ont été affectés au compte « Report à nouveau ».

La résolution est adoptée.

QUATRIEME RESOLUTION

(Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions dites réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve ledit rapport spécial des Commissaires aux comptes faisant état de l'absence de convention réglementée conclue au cours de l'exercice 2024.

La résolution est adoptée.

(...)

HUITIEME RESOLUTION

(Ratification de la cooptation de Madame Clara LEVY-BAROUCHE en qualité d'Administrateur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, ratifie la cooptation de Madame Clara LEVY-BAROUCHE en qualité d'Administrateur de la Société décidée par le Conseil d'administration le 21 mars 2025 en remplacement de Madame Diony LEBOT, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de Madame Diony

LEBOT, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2026.

La résolution est adoptée.

NEUVIEME RESOLUTION

(Fin de mandat de la société Deloitte & Associés en qualité de Commissaire aux comptes)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, prend acte que le mandat de Deloitte & Associés en qualité de Commissaire aux comptes de la Société arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale et décide de ne pas le renouveler ni de le remplacer, étant constaté que la Société conserve, conformément à la réglementation applicable, deux Commissaires aux comptes également chargés de la mission de certification des informations consolidées en matière de durabilité prévues par la Directive (UE) n° 2022/2464 du 14 décembre 2022, transposée en droit français par l'ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023 ainsi que des informations exigées par l'article 8 du Règlement (UE) n° 2020/852 du 18 juin 2020 en matière de durabilité, à savoir les sociétés PricewaterhouseCoopers Audit et KPMG.

La résolution est adoptée.

(...)

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 2 (Objet) des statuts de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 2 (*Objet*) des statuts de la Société, ainsi qu'il suit :

| ARTICLE 2 - Objet | |
|---|---|
| ANCIENNE RÉDACTION (avec les mots ayant vocation à être supprimés en gras et barrés) | NOUVELLE RÉDACTION (sans les mots ayant vocation à être supprimés et avec les mots nouveaux ajoutés en gras) |
| <p>La Société a pour objet, en France et dans tous autres pays, directement ou indirectement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition, la gestion et l'exploitation, notamment sous forme de bail, avec ou sans option d'achat, et accessoirement, la vente de tout bien d'équipement, matériel fixe, mobile ou roulant, machines et outillages, ainsi que tous véhicules terrestres, maritimes ou aériens, - l'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance de toutes | <p>La Société a pour objet, en France et dans tous autres pays, directement ou indirectement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition, la gestion et l'exploitation, notamment sous forme de bail, avec ou sans option d'achat, et accessoirement, la vente de tout bien d'équipement, matériel fixe, mobile ou roulant, machines et outillages, ainsi que tous véhicules terrestres, maritimes ou aériens, - l'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance de toutes |

| | |
|--|---|
| <p>affaires ou entreprises commerciales, industrielles, immobilières ou financières,</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition, la prise à bail, la location, avec ou sans promesse de vente, la construction et l'exploitation de toutes usines, ateliers, bureaux et locaux, - toute prise de participation directe ou indirecte, la gestion et la cession de celle-ci selon toutes modalités, dans toutes sociétés, établissements ou groupements ayant un caractère immobilier, commercial, industriel ou financier (y compris dans des établissements de crédit et des entreprises d'investissement), constituées ou à constituer, françaises ou étrangères, - la gestion d'un portefeuille de participations et de valeurs mobilières et les opérations y afférentes, - la propriété et la gestion de tous immeubles, - et, généralement, toutes opérations quelconques industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation. | <p>affaires ou entreprises commerciales, industrielles, immobilières ou financières,</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition, la prise à bail, la location, avec ou sans promesse de vente, la construction et l'exploitation de toutes usines, ateliers, bureaux et locaux, - toute prise de participation directe ou indirecte, la gestion et la cession de celle-ci selon toutes modalités, dans toutes sociétés, établissements ou groupements ayant un caractère immobilier, commercial, industriel ou financier (y compris dans des établissements de crédit et des entreprises d'investissement), constituées ou à constituer, françaises ou étrangères, - la gestion d'un portefeuille de participations et de valeurs mobilières et les opérations y afférentes, - la propriété et la gestion de tous immeubles, - la réalisation de toute opérations de courtage d'assurance et/ou d'intermédiation en assurance, ainsi que toutes prestations de services en matière de conseil, prévention, études de risque, assistance et activités de gestion dans le domaine de l'assurance, - et, généralement, toutes opérations quelconques industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation. |
|--|---|

La résolution est adoptée.

VINGT-SIXIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 14 (Pouvoir du Conseil) des statuts de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 14 (*Pouvoir du Conseil*) des statuts de la Société, ainsi qu'il suit :

| ARTICLE 14 – Pouvoirs du Conseil | |
|---|---|
| ANCIENNE RÉDACTION | NOUVELLE RÉDACTION |
| (avec les mots ayant vocation à être supprimés en gras et barrés) | (sans les mots ayant vocation à être supprimés et avec les mots nouveaux ajoutés en gras) |

| | |
|--|---|
| <p>Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p> <p>Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur Général est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p> <p>Le Conseil d'administration, sur proposition du Président, peut désigner un ou deux Censeurs.</p> <p>Les Censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.</p> <p>Ils sont nommés pour quatre ans au plus et peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci.</p> <p>Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération annuellement déterminée par le Conseil d'administration.</p> | <p>Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p> <p>Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur Général est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p> <p>Le Conseil d'administration, sur proposition du Président, peut désigner un ou deux Censeurs.</p> <p>Les Censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.</p> <p>Ils sont nommés pour quatre ans au plus et peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci.</p> <p>Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération annuellement déterminée par le Conseil d'administration.</p> |
|--|---|

La résolution est adoptée.

VINGT-SEPTIEME RESOLUTION

(Modifications des statuts pour tenir compte des changements introduits par la loi dite « Attractivité » (n°2024-537 du 13 juin 2024)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier respectivement les articles 14 (Pouvoir du Conseil), 16 (Fonctionnement du Conseil) et 18 (Assemblées Générales) des statuts de la Société, ainsi qu'il suit :

Initial


DS


| ARTICLE 14 – Pouvoirs du Conseil | |
|--|--|
| ANCIENNE RÉDACTION (avec les mots ayant vocation à être supprimés en gras et barrés) | NOUVELLE RÉDACTION (sans les mots ayant vocation à être supprimés et avec les mots nouveaux ajoutés en gras) |
| <p>Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p> <p>Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur Général est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p> <p>Le Conseil d'administration, sur proposition du Président, peut désigner un ou deux Censeurs.</p> <p>Les Censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.</p> <p>Ils sont nommés pour quatre ans au plus et peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci.</p> <p>Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération annuellement déterminée par le Conseil d'administration.</p> | <p>Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p> <p>Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur Général est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p> <p>Le Conseil d'Administration peut apporter les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.</p> <p>Le Conseil d'administration, sur proposition du Président, peut désigner un ou deux Censeurs.</p> <p>Les Censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.</p> <p>Ils sont nommés pour quatre ans au plus et peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci.</p> <p>Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération annuellement déterminée par le Conseil d'administration.</p> |
| ARTICLE 16 - Fonctionnement du Conseil | |
| ANCIENNE RÉDACTION (avec les mots ayant vocation à être supprimés en gras et barrés) | NOUVELLE RÉDACTION (sans les mots ayant vocation à être supprimés et avec les mots nouveaux ajoutés en gras) |
| 1. Réunions | 1. Réunions |

| | |
|--|---|
| <p>Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, soit par le tiers (1/3) au moins de ses membres, soit, s'il est Administrateur, par le Directeur Général.</p> <p>Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois, le tiers (1/3) au moins des membres du Conseil d'Administration peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.</p> <p>Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.</p> <p>Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.</p> <p>La convocation peut être faite par tout moyen, même verbalement.</p> <p>Les réunions sont tenues soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué par la convocation.</p> <p>2. Délibérations</p> <p>Les réunions du Conseil d'Administration sont présidées par le Président du Conseil d'Administration. A défaut, la réunion est présidée par un Administrateur désigné à cet effet en début de séance.</p> <p>Tout Administrateur peut se faire représenter par un autre Administrateur à une réunion du Conseil d'Administration. Toutefois un Administrateur ne peut disposer pour une même réunion que d'une seule procuration ainsi donnée.</p> <p>A l'initiative du Président du Conseil d'Administration, toute personne, même extérieure à la Société, peut être appelée, à raison de sa compétence particulière et à titre purement consultatif, à assister à tout ou partie d'une réunion du Conseil.</p> <p>Le Directeur Général participe aux séances du Conseil.</p> <p>Le Conseil d'Administration délibère et ses décisions sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.</p> <p>Dans le respect des dispositions légales et réglementaires, le règlement intérieur du Conseil d'Administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Administrateurs</p> | <p>Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, soit par le tiers (1/3) au moins de ses membres, soit, s'il est Administrateur, par le Directeur Général.</p> <p>Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois, le tiers (1/3) au moins des membres du Conseil d'Administration peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.</p> <p>Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.</p> <p>Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.</p> <p>La convocation peut être faite par tout moyen, même verbalement.</p> <p>Les réunions sont tenues soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué par la convocation.</p> <p>2. Délibérations</p> <p>Les réunions du Conseil d'Administration sont présidées par le Président du Conseil d'Administration. A défaut, la réunion est présidée par un Administrateur désigné à cet effet en début de séance.</p> <p>Tout Administrateur peut se faire représenter par un autre Administrateur à une réunion du Conseil d'Administration. Toutefois un Administrateur ne peut disposer pour une même réunion que d'une seule procuration ainsi donnée.</p> <p>A l'initiative du Président du Conseil d'Administration, toute personne, même extérieure à la Société, peut être appelée, à raison de sa compétence particulière et à titre purement consultatif, à assister à tout ou partie d'une réunion du Conseil.</p> <p>Le Directeur Général participe aux séances du Conseil.</p> <p>Le Conseil d'Administration délibère et ses décisions sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.</p> <p>Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion par un moyen de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions prévues par</p> |
|--|---|

~~qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication satisfaisant aux caractéristiques techniques fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.~~

~~Dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, des décisions relevant des attributions propres du Conseil d'Administration ainsi que les décisions de transfert du siège social dans le même département peuvent être prises par consultation écrite des Administrateurs.~~

3. Secrétariat – Procès-verbaux

Un secrétaire peut être désigné par le Président pour assurer le secrétariat du Conseil dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions du règlement intérieur du Conseil d'Administration.

Il est tenu un registre de présence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits sont certifiés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

4. Règlement intérieur - Comités

Le Conseil d'Administration fixe par un règlement intérieur ses modalités de fonctionnement en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et les statuts. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet à leur examen. La composition et les attributions de chacun de ces comités, lesquels exercent leur activité sous sa responsabilité, sont fixées par le Conseil d'Administration dans son règlement intérieur.

les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le règlement intérieur du Conseil d'Administration peut prévoir que certaines décisions ne peuvent pas être prises lors d'une réunion tenue dans ces conditions.

Les décisions pourront être prises par consultation écrite des Administrateurs, y compris par voie électronique, sur décision du Président du Conseil d'Administration (ou de l'auteur de la convocation). La ou les propositions de décisions accompagnées des éléments de contexte nécessaires à la compréhension du sujet seront adressées par le Président du Conseil d'Administration (ou l'auteur de la convocation) à l'ensemble des Administrateurs par voie écrite, y compris par voie électronique. Cette ou ces propositions devront permettre à chaque Administrateur de répondre "pour", "contre" ou de s'abstenir ou de faire valoir ses éventuelles observations.

Le délai de réponse des Administrateurs ne pourra pas excéder 5 jours ouvrés ou tout autre délai plus court fixé par le Président du Conseil d'Administration (ou l'auteur de la convocation) si le contexte et la nature de la décision le requièrent. L'absence de toute réponse correspond à une non-participation. Tout Administrateur pourra s'opposer à cette modalité de prise de décision, dans le délai indiqué dans l'envoi de la ou des propositions ci-dessus mentionnées.

3. Secrétariat – Procès-verbaux

Un secrétaire peut être désigné par le Président pour assurer le secrétariat du Conseil dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions du règlement intérieur du Conseil d'Administration.

Il est tenu un registre de présence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits sont certifiés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

4. Règlement intérieur - Comités

Le Conseil d'Administration fixe par un règlement intérieur ses modalités de fonctionnement en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et les statuts. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet à leur examen. La

| | |
|---|--|
| | composition et les attributions de chacun de ces comités, lesquels exercent leur activité sous sa responsabilité, sont fixées par le Conseil d'Administration dans son règlement intérieur. |
| ARTICLE 18 - Assemblées Générales | |
| ANCIENNE RÉDACTION (avec les mots ayant vocation à être supprimés en gras et barrés) | NOUVELLE RÉDACTION (sans les mots ayant vocation à être supprimés et avec les mots nouveaux ajoutés en gras) |
| <p>Les Assemblées Générales régulièrement constituées représentent l'universalité des actionnaires. Elles sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.</p> <p>Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sur justification de son identité et de la propriété de ses titres.</p> <p>Dans toutes les Assemblées Générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.</p> <p>L'intermédiaire inscrit pour le compte d'actionnaires peut participer aux assemblées dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.</p> <p>Sur décision du Conseil d'Administration publié dans l'avis de réunion ou dans l'avis de convocation de recourir à de tels moyens de communications, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication ou télétransmission, y compris internet, permettant leur identification dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.</p> <p>Tout actionnaire peut voter à distance ou donner procuration conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, au moyen d'un formulaire établi par la Société et adressé à cette dernière dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, y compris par voie électronique ou télétransmission, sur décision du Conseil d'Administration. Pour être pris en compte, les formulaires de vote doivent être reçus par la</p> | <p>Les Assemblées Générales régulièrement constituées représentent l'universalité des actionnaires. Elles sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.</p> <p>Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sur justification de son identité et de la propriété de ses titres.</p> <p>Dans toutes les Assemblées Générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.</p> <p>L'intermédiaire inscrit pour le compte d'actionnaires peut participer aux assemblées dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.</p> <p>Sur décision du Conseil d'Administration publiée dans l'avis de réunion ou dans l'avis de convocation de recourir à de tels moyens de communication, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'Assemblée par des moyens de télécommunication permettant leur identification.</p> <p>Tout actionnaire peut voter à distance ou donner procuration conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, au moyen d'un formulaire établi par la Société et adressé à cette dernière dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, y compris par voie électronique ou télétransmission, sur décision du Conseil d'Administration. Pour être pris en compte, les formulaires de vote doivent être reçus par la Société deux (2) jours au moins avant la réunion de l'assemblée, sauf délai plus court mentionné</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Société deux (2) jours au moins avant la réunion de l'assemblée, sauf délai plus court mentionné dans la convocation ou dispositions légales ou réglementaires impératives contrares.</p> <p>La retransmission publique de l'assemblée par des moyens de communication électronique est autorisée par le Conseil d'Administration dans les conditions qu'il définit. Avis en est donné dans l'avis de réunion et/ou de convocation.</p> <p>Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un membre du Conseil d'Administration spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit le président de séance.</p> | <p>dans la convocation ou dispositions légales ou réglementaires impératives contrares.</p> <p>La retransmission audiovisuelle publique de l'assemblée est réalisée en direct à l'attention des actionnaires et, sur décision du Conseil d'administration et dans les conditions qu'il définit, à l'attention du public. Un avis en est donné dans l'avis de réunion et/ou de convocation.</p> <p>Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un membre du Conseil d'Administration spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit le président de séance.</p> |
|---|---|

La résolution est adoptée.

VINGT-HUITIEME RESOLUTION
(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour faire tous dépôts, formalités et publications relatifs aux résolutions qui précèdent.

La résolution est adoptée.

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le 19 mai 2025 à Rueil-Malmaison

Signed by:

 FF94A4FF3A2D4C8...
Tim ALBERTSEN
Directeur Général
Administrateur

DocuSigned by:

 0C2DDE8F7EA0448...
Aneta PELEGRY
Secrétaire de l'Assemblée

Ayvens S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



KPMG S.A.
Tour EQHO
2, Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Deloitte & Associés
Tour Majunga
6, place de la Pyramide
92908 Paris La Défense Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale

Ayvens S.A.

1, rue Eugène et Armand Peugeot
92500 – Rueil Malmaison

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ayvens S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et de contrôle interne.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

(Se référer au paragraphe *Participations et autres titres immobilisés et la note Filiales et participations de l'annexe aux comptes annuels*)

| Risque identifié | Réponse d'audit |
|--|--|
| <p>Au 31 décembre 2024, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette de 13 561 millions d'euros.</p> <p>A la clôture de l'exercice, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité. Cette valeur est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation fondée sur les éléments disponibles tels que les capitaux propres et les plans d'affaires déterminés par les entités.</p> <p>Une dépréciation est constatée si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.</p> <p>L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans la détermination des projections de flux de trésorerie futurs et des principales hypothèses retenues.</p> <p>Compte tenu de l'importance des titres de participation et des hypothèses sous-jacentes à leur évaluation, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit.</p> | <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance des procédures de contrôle relatives aux tests de dépréciation des titres de participation ; - Apprécier, sur la base d'échantillons, la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés par la direction pour déterminer les valeurs d'utilité ; - Apprécier la cohérence des plans d'affaires établis par les directions financières des entités avec notre connaissance des activités ; - Apprécier les principales hypothèses et paramètres utilisés au regard des informations internes et externes disponibles - Tester, sur la base d'échantillons, l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société. <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations mentionnées en annexe aux comptes annuels.</p> |

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation de la traduction en anglais, examinée par le conseil d'administration, des comptes annuels destinée à être incluse dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établi sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation de la traduction en anglais des comptes annuels destinée à être incluse dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que la traduction en anglais des comptes annuels qui sera effectivement incluse par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspond à celle sur laquelle nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Ayvens par votre assemblée générale du 14 mai 2024 pour les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et KPMG S.A. et du 3 juin 2013 pour le cabinet Deloitte et Associés.

Au 31 décembre 2024, les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et KPMG S.A. étaient dans la première année de leur mission sans interruption et le cabinet Deloitte et Associés dans la douzième année (dont douze années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé).

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et de contrôle interne de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions

économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit et de contrôle interne

Nous remettons au Comité d'audit et de contrôle interne un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit et de contrôle interne figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit et de contrôle interne la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit et de contrôle interne des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 11 avril 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

 Amel HARDY-BEN  Ridha Ben Chamek  Guillaume Mabille

 

Amel Hardy-Ben Bdira

Ridha Ben Chamek

Guillaume Mabille

Pascal Colin

Actif

| Bilan – actif (en milliers d'euros) | Exercice 2024 | | | Exercice 2023 |
|---|-------------------|---------------|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amort. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 112 099 | 55 331 | 56 768 | 33 600 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances sur immobilisations incorporelles | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 112 099 | 55 331 | 56 768 | 33 600 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel | | | | |
| Autres immo. corporelles | 5 051 | 3 596 | 1 455 | 1 833 |
| Immobilisations corporelles en cours | 45 223 | | 45 223 | 42 080 |
| Avances et acomptes | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 50 274 | 3 596 | 46 678 | 43 914 |
| Participations | 13 561 184 | 41 | 13 561 143 | 8 049 337 |
| Créances rattachées à des participations | 13 982 641 | | 13 982 641 | 10 351 390 |
| Autres titres immobilisés | | | | 6 185 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 1 446 | | 1 446 | 1 217 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 27 545 271 | 41 | 27 545 230 | 18 408 129 |
| Total actif immobilisé (II) | 27 707 644 | 58 968 | 27 648 676 | 18 485 643 |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| TOTAL STOCK | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 67 293 | | 67 293 | 60 500 |
| Autres créances | 92 655 | | 92 655 | 17 241 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| TOTAL CRÉANCES | 159 948 | | 159 948 | 77 741 |
| Valeurs mobilières de placement | 10 049 | | 10 049 | 8 193 |
| dont actions propres : | | | | |
| Disponibilités | 5 535 | | 5 535 | 6 519 |
| TOTAL DISPONIBILITÉS | 15 584 | | 15 584 | 14 713 |
| Charges constatées d'avance | 32 827 | | 32 827 | 22 528 |
| Total actif circulant (III) | 208 359 | | 208 359 | 114 982 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Prime de remboursement des obligations (V) | | | | |
| Écarts de conversion et d'évaluation - Actif (VI) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I À VI) | 27 916 003 | 58 968 | 27 857 035 | 18 600 625 |

Passif

| Bilan – passif (en milliers d'euros) | Exercice 2024 | Exercice 2023 |
|--|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel <i>dont versé : 1 225 441</i> | 1 225 441 | 1 225 441 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport... | 3 668 001 | 3 668 001 |
| Écarts de réévaluation <i>dont écart d'équivalence : 0</i> | | |
| Réserve légale | 122 544 | 75 307 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées <i>dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0</i> | | |
| Autres réserves <i>dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0</i> | 56 | 56 |
| Total réserves | 122 600 | 75 363 |
| Report à nouveau | 1 221 882 | 242 553 |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | 1 908 661 | 1 410 076 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Total capitaux propres (I) | 8 146 585 | 6 621 434 |
| Produit des émissions de titres participatifs | 750 000 | 750 000 |
| Avances conditionnées | | |
| Total autres fonds propres (II) | 750 000 | 750 000 |
| Provisions pour risques | 3 724 | 318 |
| Provisions pour charges | 7 427 | 7 243 |
| Total provisions pour risques et charges (III) | 11 151 | 7 561 |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | 9 965 519 | 6 886 251 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 8 735 599 | 4 175 361 |
| Emprunts et dettes financières divers <i>dont emprunts participatifs : 0</i> | | |
| TOTAL DETTES FINANCIÈRES | 18 701 118 | 11 061 612 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 106 065 | 91 776 |
| Dettes fiscales et sociales | 8 273 | 10 346 |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 107 109 | 40 203 |
| TOTAL DETTES D'EXPLOITATION | 221 447 | 142 325 |
| Produits constatés d'avance | 26 733 | 17 692 |
| Total dettes (IV) | 18 949 298 | 11 221 630 |
| Écart de conversion Passif (V) | | |
| TOTAL GÉNÉRAL – PASSIF (I À V) | 27 857 035 | 18 600 625 |

Compte de résultat

| Compte de résultat (en milliers d'euros) | Exercice 2024 | | | Exercice 2023 |
|--|---------------|----------------|------------------|------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue biens | | | | |
| Production vendue services | 39 536 | 128 199 | 167 735 | 140 256 |
| Chiffre d'affaires net | 39 536 | 128 199 | 167 735 | 140 256 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 21 334 | 15 671 |
| Autres produits | | | 48 | 13 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 189 117 | 155 940 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 228 719 | 260 726 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 352 | 154 |
| Salaires et traitements | | | 25 158 | 20 620 |
| Charges sociales | | | 14 009 | 10 215 |
| Dotations d'exploitation | | | | |
| Dotations aux amortissements | | | 13 506 | 8 355 |
| Dotations aux provisions | | | 8 546 | 5 933 |
| Autres charges | | | 2 475 | 1 984 |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 292 765 | 307 987 |
| Résultat d'exploitation | | | (103 648) | (152 047) |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 2 230 650 | 1 669 238 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 572 778 | 233 450 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 930 | 283 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 67 569 | |
| Différences positives de change | | | 8 | 44 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total des produits financiers (V) | | | 2 871 935 | 1 903 014 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | 67 569 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 801 237 | 268 065 |
| Différences négatives de change | | | 289 | 241 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total des charges financières (VI) | | | 801 526 | 335 874 |
| Résultat financier | | | 2 070 409 | 1 567 139 |
| Résultat courant avant impôts (I - II + III - IV + V - VI) | | | 1 966 762 | 1 415 092 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | 102 039 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| Total des produits exceptionnels (VII) | | | 0 | 102 039 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | 1 090 | 988 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | 93 015 | 123 679 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | | |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | | | 94 105 | 124 667 |
| Résultat exceptionnel (VII - VIII) | | | (94 105) | (22 628) |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | | | |

| Compte de résultat (en milliers d'euros) | Exercice 2024 | | | Exercice 2023 |
|---|---------------|-------------|------------------|------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | | (36 003) | (17 612) |
| Total des produits (I + III + V + VII) | | | 3 061 052 | 2 160 993 |
| Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | | 1 152 390 | 750 916 |
| BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS – TOTAL DES CHARGES) | | | 1 908 661 | 1 410 076 |

Exposé sur les résultats économiques et financiers d'Ayvens SA

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires a connu une augmentation significative de 27 479 milliers d'euros par rapport à l'année précédente. Cette augmentation peut être attribuée en grande partie à l'augmentation des produits d'exploitation, qui est elle-même due à l'augmentation des mises en production des projets informatiques. Grâce à ces nouveaux projets, l'entreprise a pu réaliser des ventes supplémentaires et accroître ses revenus.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 292 764 milliers d'euros contre 307 987 milliers d'euros en 2023. Cette baisse s'explique par les mesures de maîtrise des coûts mises en place, ainsi que par l'arrêt des dépenses liées au département IMO.

Le résultat financier s'élève à 2 070 409 milliers d'euros contre 1 567 139 milliers d'euros en 2023. Cette variation s'explique par une remontée plus importante de dividendes de la part des filiales et sous-filiales par rapport à l'année précédente, compte tenu de la détention directe des filiales.

Le résultat exceptionnel s'élève à - 94 105 milliers d'euros contre - 22 628 milliers d'euros en 2023, en raison de la cession de la filiale Fleetpool à Ayvens Allemagne, la perte étant due à la valeur nette comptable supérieure au prix de cession.

L'impôt sur les bénéfices de l'année s'élève à -36 003 milliers d'euros (produit d'impôt) contre -17 612 milliers d'euros en 2023. Ce produit d'impôt correspond uniquement aux contributions d'impôt sur les sociétés dues par les entités bénéficiaires du groupe d'intégration fiscale en France. En 2024, la charge d'impôt du groupe fiscal est nulle. Les contributions des entités ont augmenté à la suite de l'intégration des nouvelles filiales de LeasePlan France dans le groupe fiscal.

Le résultat comptable après impôt de l'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 1 908 661 milliers d'euros contre 1 410 076 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent. Cette augmentation de résultat est impactée par la forte hausse des dividendes perçus.

Bilan actif

Au 31 décembre 2024, le total du bilan s'élève à 27 857 035 milliers d'euros contre 18 600 625 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Les immobilisations nettes s'élèvent à 27 648 676 milliers d'euros contre 18 495 643 milliers d'euros à l'issue de l'exercice précédent. Cela se traduit par le rachat des filiales et l'augmentation des prêts financiers finançant la nouvelle activité.

L'actif courant s'élève 208 359 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 114 982 milliers d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Bilan passif

Le montant des capitaux propres est passé de 6 621 434 milliers d'euros au 31 décembre 2023 à 8 146 585 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les dettes financières ont augmenté à 18 701 118 milliers d'euros contre 11 061 612 milliers d'euros à fin 2023. Ayvens SA a garanti des prêts en devises étrangères, dont un en JPY (yen japonais) et l'autre en CHF (franc suisse).

Les dettes d'exploitation à fin décembre 2024 s'élèvent à 221 447 milliers d'euros contre 142 325 milliers en 2023.

Hors bilan

Engagements donnés : Ayvens SA a octroyé des garanties et contre-garanties pour le compte de ses filiales en cas de financement externe ou de location immobilière pour un montant total de 780 100 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Annexe

Informations générales

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant distribution au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est 27 857 035 milliers d'euros et le résultat s'élève à 1 908 661 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ayvens SA est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé à l'adresse suivante : 1-3, rue Eugène et Armand Peugeot, Le Corosa, 92500 Rueil-Malmaison, France.

La Société est une filiale de Société Générale (participation de 52,6 %), dont le siège social est situé au 29 Bd Haussmann dans le IX^{ème} arrondissement et qui est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 552 120 222 RCS PARIS.

Les comptes individuels sont présentés en milliers d'euros ; les montants ont été arrondis au millier le plus proche, sauf indication contraire. Dans certains cas, l'arrondi peut entraîner des écarts non significatifs entre les lignes et les colonnes de totaux.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général ANC n° 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- | continuité de l'exploitation ;
- | permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- | indépendance des exercices.

Informations complémentaires

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- | à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux) ;
- | à leur coût de production (biens produits) ;
- | à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage.

| | | |
|---|---------------|--------|
| Installations techniques | Mode linéaire | 5 ans |
| Installations et agencements | Mode linéaire | 5 ans |
| Matériel de bureau et mobilier informatique | Mode linéaire | 3 ans |
| Mobilier de bureau | Mode linéaire | 10 ans |
| Serveurs | Mode linéaire | 5 ans |

Immobilisations incorporelles en cours

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent à des développements de logiciels internes menés par Ayvens SA, au bénéfice des entités du groupe.

Les critères d'activation d'un projet sont établis conformément aux dispositions du règlement 2023-05.

L'ensemble des logiciels développés en interne fait l'objet d'un amortissement à partir de la date d'activation.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage qui varient en fonction de la nature du projet (majoritairement entre 5 et 8 ans).

Les logiciels sont amortis linéairement sur 3 ans.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable ou lorsqu'un projet est arrêté.

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

A la clôture de l'exercice, les titres de participations sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix qu'Ayvens accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée et dépend de la nature de l'activité de l'entité. Elle est déterminée à partir de différents critères tels que l'actif net comptable, la rentabilité (basée sur les plans d'affaires déterminés par les entités incluant la capacité distributive) ou par un expert indépendant. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille titres.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision afin de tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice ;
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Actions auto détenues

À la date du présent Document d'Enregistrement Universel, la Société détient en propre 1 002 205 actions Ayvens, en vue de leur attribution aux salariés ou dans le cadre de son contrat de liquidité (détails disponibles sur www.ayvens.com, section investisseurs). Aucune de ces actions n'est détenue par ses filiales ou par un tiers en son nom.

| Année | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Type de plan | Attribution gratuite d'actions | Attribution gratuite d'actions | Attribution gratuite d'actions |
| Nombre total d'actions attribuées | 435 045 | 433 267 | 73 163 |
| Juste valeur (en euros) | 9,51 | 8,31 | 4,79 |
| Conditions de performance | Oui | Oui | Oui |
| Condition de présence | Oui | Oui | Oui |

Rémunération du Conseil d'administration et des organes de direction

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs de l'entreprise au cours de l'exercice 2024 est de 394 milliers d'euros.

Les rémunérations versées en 2024 aux mandataires sociaux (au Président du Conseil d'administration, au Directeur général et au Directeur général délégué) s'élèvent à 2,4 millions d'euros.

Régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes de retraite à cotisations définies dont bénéficient les salariés d'Ayvens SA sont situés en France. Ils regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et le régime de retraite national AGIRC-ARRCO.

Les engagements retraite sont autofinancés à partir de la trésorerie de l'entreprise. L'âge moyen des effectifs actifs d'Ayvens SA au 31 décembre 2024 est de 41,3 ans. Aucun départ en retraite n'a été constaté sur l'exercice. La provision pour engagement de retraite au 31 décembre 2024 s'élève à 1,1 million d'euros (dotation 2024 : 776 milliers d'euros), dont 47,8 % de charges patronales, et est déterminée selon la méthode prospective dite des « unités de crédit projetées ». Les principales hypothèses retenues sont : taux d'actualisation 3,37% (3,23% au 31/12/2023), taux d'augmentation des salaires à long-terme 0,85% (inchangé par rapport au 31/12/2023) et inflation à long-terme 2,14% (2,32 % au 31/12/2023).

Événements significatifs de l'année

Filiales et participations

Plusieurs événements importants se sont produits pour Ayvens en 2024, notamment :

- | acquisition directe des filiales de LP Group (pour un montant 4 547 millions d'euros et de certaines entités d'ALD International GmbH (pour 985 millions d'euros) dans le but de préparer les fusions des entités opérationnelles dans les pays.
- | fusion de filiales : suite à l'acquisition des deux filiales anciennement dénommées ALD et LeasePlan, une stratégie de rationalisation des opérations a été mise en œuvre. L'objectif premier de cette opération est de créer des synergies entre les deux entités afin de maximiser l'efficacité opérationnelle, de faire converger les processus et de rationaliser les coûts ; Ces fusions n'ont pas d'impact sur la valeur bilantielle des titres.
- | transfert interne de Fleetpool : afin de minimiser les coûts en Allemagne, Ayvens SA a transféré directement la société Fleetpool à Ayvens Germany. Cette cession a entraîné la constatation d'une perte au cours de l'exercice 2024 de 21 millions d'euros (incluant une reprise de provision sur titres constatée en 2023 de 67,5 millions d'euros).
- | Complément de prix au titre de l'acquisition de LeasePlan: au 31 décembre 2024, le montant estimé du complément de prix éventuel à la date de clôture de la transaction est de 141,7 millions d'euros dont 106 millions d'euros non payé, comptabilisé au passif du bilan dans le poste « Autres dettes ». Le montant du complément de prix à payer dépend de la réalisation d'objectifs d'optimisation réglementaire convenus à l'avance.

Dividendes

L'ensemble des dividendes perçus au titre de l'exercice 2024 s'élève à 2 230 650 milliers d'euros, correspondant au versement de dividendes sur les résultats des filiales 2023, ainsi qu'au versement d'un dividende sur une partie du prix de cession des filiales des *holdings* internes. Le dividende versé aux actionnaires au titre du bénéfice de l'exercice 2023 s'élève à 383 971 milliers d'euros correspondant à 50 % des résultats consolidés du Groupe en 2023.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu. Par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun

Informations bilan et résultat

Immobilisations

| Cadre A | Valeur brute au début de l'exercice | Augmentations | |
|---|-------------------------------------|---------------|------------------|
| | | Réévaluation | Acqu. et apports |
| Frais d'établissement et de développement (I) | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles (II) | 76 813 | | 37 158 |
| Terrains | | | |
| Constructions | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | |
| Autres immo. corporelles | 2 772 | | 27 |
| | 2 139 | | 112 |
| Immobilisations corporelles en cours | 42 080 | | 39 952 |
| Avances et acomptes | | | |
| Total (III) | 46 993 | | 40 092 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 8 116 947 | | 5 682 018 |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 10 358 792 | | 3 625 295 |
| Total (IV) | 18 475 739 | | 9 307 313 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | 18 599 544 | | 9 384 565 |

| Cadre B | Diminutions | | Valeur brute à la fin de l'exercice | Réévaluation Valeur d'origine |
|--|-------------|---------|-------------------------------------|----------------------------------|
| | Virement | Cession | | |
| Frais d'établissement et de développement (I) | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles (II) | | 1 873 | 112 099 | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Sur sol propre | | | | |
| Sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |

| Cadre B | Diminutions | | Valeur brute à la fin de l'exercice | Réévaluation Valeur d'origine |
|---|----------------|--------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| | Virement | Cession | | |
| Autres immo. corporelles | | | | |
| I Installations générales, agencements, aménagements divers | | | 2 800 | |
| I Matériel de transport | | | | |
| I Matériel de bureau et mobilier informatique | | | 2 251 | |
| I Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 36 810 | | 45 223 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Total (III) | 36 810 | | 50 274 | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 237 780 | | 13 561 185 | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | 13 984 087 | |
| Total (IV) | 237 780 | | 27 545 272 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | 274 590 | 1 873 | 27 707 644 | |

Charge d'amortissement

Situation et mouvements des amortissements de l'exercice

| Immobilisations amortissables Cadre A | Début de l'exercice | Dotations | Reprises | Fin de l'exercice |
|--|---------------------|---------------|----------|-------------------|
| Frais d'établissement et de développement (I) | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles (II) | 43 213 | 12 118 | | 55 331 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| I Sur sol propre | | | | |
| I Sur sol d'autrui | | | | |
| I Installations générales, agencements | | | | |
| Installations techniques, matériels et outillages | | | | |
| Autres immo. corporelles | | | | |
| I Installations générales, agencements divers | | | | |
| I Matériel de transport | 1 432 | 279 | | 1 711 |
| I Matériel de bureau, informatique et mobilier | 1 646 | 239 | | 1 885 |
| I Emballages récupérables et divers | | | | |
| Total immobilisations corporelles (III) | 3 079 | 518 | | 3 596 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 46 292 | 12 636 | | 58 927 |

| Cadre B | Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires | | | | | | |
|--------------------------|--|----------------|---------------------------|-----------------------|----------------|---------------------------|-------------------|
| | Dotations | | | Reprises | | | Fin de l'exercice |
| Immobilier | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort fiscal exceptionnel | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort fiscal exceptionnel | |
| Coûts établis | | | | | | | |
| Autres | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions : | | | | | | | |
| sol propre | | | | | | | |
| sol autrui | | | | | | | |
| install. | | | | | | | |
| Autres immobilisations : | | | | | | | |
| Inst. techn. | | | | | | | |
| Inst. gén. | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Mat. bureau | | | | | | | |
| Emballage | | | | | | | |
| Corpo. | | | | | | | |
| Acquis. de titres | | | | | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Provisions et dépréciations

| Nature des provisions | Début de l'exercice | Dotations | Reprises | Fin de l'exercice |
|---|------------------------|--------------|---------------|----------------------|
| Provisions gisements miniers et pétroliers | | | | |
| Provisions investissements | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| ┆ Dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions implantation étranger avant 01/01/92 | | | | |
| Provisions implantation étranger après 01/01/92 | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| Total (I) | | | | |
| Provisions pour litige | 318 | 3 406 | | 3 724 |
| Frais de développement | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | | | | |
| Provisions pour pensions | 353 | 776 | | 1 129 |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretien | | | | |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur les congés à payer | 6 889 | | 592 | 6 297 |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| Total (II) | 7 561 | 4 182 | 592 | 11 150 |
| Provisions sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Provisions sur immobilisation corporelles | | | | |
| Provisions sur titres mis en équivalence | | | | |
| Provisions sur titres de participations | 67 610 | | 67 569 | 41 |
| Provisions sur autres immobilisation financières | | | | |
| Provisions sur stocks | | | | |
| Provisions sur comptes clients | | | | |
| Autres provisions pour dépréciations | | | | |
| Total (III) | 67 610 | | 67 569 | 41 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 75 171 | 4 182 | 68 161 | 11 191 |
| Dont dotations et reprises d'exploitation | | 3 590 | | |
| Dont dotations et reprises financières | | | 67 569 | |
| Dont dotations et reprises exceptionnelles | | | | |
| Dépréciations des titres mis en équivalence | | | | |

États des échéances des créances et des dettes

A – État des créances

| Cadre A | Montant brut | À un an au plus | À plus d'un an |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| Créances rattachées à des participations | 13 982 641 | 2 949 665 | 11 032 976 |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 1 446 | 1 446 | |
| Total des créances liées à l'actif immobilisé | 13 984 087 | 2 951 112 | 11 032 976 |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances | 67 293 | 67 293 | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 49 | 49 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 308 | 308 | |
| État et autres collectivités publiques | | | |
| ┆ Impôts sur les bénéfices | 584 | 584 | |
| ┆ Taxe sur la valeur ajoutée | 16 942 | 16 942 | |
| ┆ Autres impôts | | | |
| ┆ État – divers | | | |
| Groupes et associés | 74 614 | 74 614 | |
| Débiteurs divers | 159 | 159 | |
| Total créances liées à l'actif circulant | 159 949 | 159 949 | |
| Charges constatées d'avance | 32 827 | 23 444 | 9 383 |
| TOTAL CRÉANCES | 14 176 863 | 3 134 504 | 11 042 359 |
| Prêts accordés au cours de l'exercice | 6 936 415 | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | 3 768 315 | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

B – État des dettes

| Cadre B | À plus d'un an et | | | |
|--|-------------------|------------------|-------------------|--------------------|
| État des dettes | Montant brut | À un an au plus | moins de cinq ans | À plus de cinq ans |
| Obligations convertibles | | | | |
| Autres obligations | 9 965 519 | 3 040 109 | 6 425 410 | 500 000 |
| Emprunts auprès d'institutions financières à moins d'un an à l'origine | | | | |
| Emprunts auprès d'institutions financières à plus d'un an à l'origine | 8 732 043 | 4 424 843 | 2 740 400 | 1 566 800 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 106 065 | 106 065 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 6 | 6 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 8 095 | 8 095 | | |
| État et autres collectivités publiques | | | | |
| ┆ Impôts sur les bénéfices | | | | |
| ┆ Taxe sur la valeur ajoutée | 3 | 3 | | |
| ┆ Obligations cautionnées | | | | |
| ┆ Autres impôts | 135 | 135 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupes et associés | 106 456 | 106 456 | | |
| Autres dettes | 654 | 654 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 26 733 | 4 688 | 22 046 | |
| TOTAL DES DETTES | 18 945 709 | 7 691 054 | 9 187 856 | 2 066 800 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 10 732 821 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 3 259 217 | | | |

Emprunts obligataires

| Date d'émission | Date d'échéance | Montant (en millions) | Taux |
|-----------------|-----------------|-----------------------|----------------------|
| Février 2022 | Mars 2026 | 700 | 1,250 % |
| Juillet 2022 | Juillet 2027 | 500 | 4,000 % |
| Octobre 2022 | Octobre 2025 | 750 | 4,750 % |
| Janvier 2023 | Janvier 2027 | 750 | 4,250 % |
| Février 2023 | Février 2025 | 500 | Euribor 3M + 0,55 |
| Juin 2023 | Février 2025 | 600 | Euribor 3M + 0,55 |
| Octobre 2023 | Octobre 2025 | 1 000 | Euribor 3M + 0,65 |
| Octobre 2023 | Octobre 2028 | 1 000 | 4,875 % |
| Novembre 2023 | Novembre 2026 | 500 | 4,375 % |
| Janvier 2024 | Janvier 2031 | 500 | 4,000 % |
| Janvier 2024 | Janvier 2028 | 1 000 | 3,875 % |
| Février 2024 | Février 2027 | 1 000 | 3,875 % |
| Mars 2024 | Mars 2029 | 220 | 2,225 % |
| Juillet 2024 | Juillet 2029 | 750 | 3,875 % |

Détail des charges à payer

| Charges à payer | Montant |
|---|----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | 190 109 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements financiers | 84 474 |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 87 534 |
| Dettes fiscales et sociales | 8 273 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | |
| TOTAL | 370 390 |

Détail des produits à recevoir

| | Montant |
|---|----------------|
| Créances rattachées à des participations | 207 566 |
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | 55 779 |
| Personnel et comptes rattachés | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 356 |
| État et autres collectivités publiques | 17 526 |
| Autres créances | |
| Disponibilités | |
| TOTAL | 281 227 |

Projet d'affectation du résultat

| Projet d'affectation du résultat | 31/12/24 |
|--|------------------|
| Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice | 1 221 882 |
| Résultat de l'exercice | 1 908 661 |
| Prélèvements sur les réserves | |
| TOTAL DES SOMMES DISTRIBUABLES | 3 130 543 |
| Affectation aux réserves : | |
| légales | |
| autres | |
| Dividendes | 302 275 |
| Autres répartitions | |
| Report à nouveau | 2 828 268 |
| TOTAL DES AFFECTATIONS | 3 130 543 |

Charges constatées d'avance

| Charges constatées d'avance | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
|------------------------------------|--------------|---------------|--------------|
| Location informatique | 2 160 | | |
| Redevance logicielle | 507 | | |
| Données financières | 5 | | |
| Maintenance informatique | 3 511 | | |
| Charges locatives | 477 | | |
| Maintenance des locaux | 86 | | |
| Honoraires | 416 | | |
| Personnel autres dépenses | 8 | | |
| Événementiel | 132 | | |
| Remise sur volume client | | | |
| Intérêts sur emprunts obligataires | | 25 524 | |
| | 7 303 | 25 524 | |

Produits constatés d'avance

| Produits constatés d'avance | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
|-----------------------------|---------------|-----------|--------------|
| PCA 2019 | 425 | | |
| PCA 2022 | 2 131 | | |
| PCA 2023 | 12 320 | | |
| PCA 2024 | 11 857 | | |
| | 26 733 | | |

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

| | Nombre au début de l'exercice | Créés au cours de l'exercice | Remboursés au cours de l'exercice | Nombre au 31 décembre 2024 | Valeur nominale |
|---|-------------------------------------|---------------------------------|---|----------------------------------|--------------------|
| Actions ordinaires | 816 960 428 | | | 816 960 428 | 1,5 |
| Actions amorties | | | | | |
| Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) | | | | | |
| Actions préférentielles | | | | | |
| Capital social | | | | | |
| Certificats d'investissement | | | | | |
| TOTAL | | | | | |

Variation des capitaux propres

| Capitaux propres | Ouverture | Affectation du résultat 2023 | Allocation des réserves | Dividendes versés | Résultat net de l'exercice | Apports et fusions | Clôture |
|--|------------------|------------------------------------|----------------------------|----------------------|----------------------------------|-----------------------|------------------|
| Capital social ou individuel | 1 225 441 | | | | | | 1 225 441 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport... | 3 668 001 | | | | | | 3 668 001 |
| Écarts de réévaluation | | | | | | | |
| Réserve légale | 75 307 | | 47 237 | | | | 122 544 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | | |
| Réserves réglementées | | | | | | | |
| Autres réserves | 56 | | | | | | 56 |
| Report à nouveau | 242 553 | 1 410 076 | (47 237) | (383 510) | | | 1 221 882 |
| Résultat de l'exercice | 1 410 076 | (1 410 076) | | | 1 908 661 | | 1 908 661 |
| Subventions d'investissement | | | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 6 621 434 | - | - | (383 510) | 1 908 661 | | 8 146 585 |

Filiales et participations

I - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL SOCIAL D'AYVENS SA

| (en milliers d'euros) | | | | | | |
|--|--------------------|--------------------|---------------------------------------|--|--|---|
| Dénomination sociale | Pays | Capital détenu (%) | Valeur comptable des actions détenues | Montant net des prêts et avances consentis par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Montant des engagements donnés par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Dividendes encaissés par Ayvens SA au cours de l'exercice |
| Filiales (50 % et plus du capital détenu par Ayvens SA) | | | | | | |
| ALD International GmbH | Allemagne | 100 | 1 072 387 | | | 1 623 853 |
| Temsys SA | France | 100 | 282 000 | | 6 000 | 111 361 |
| ALD Automotive Magyarország KFT | Hongrie | 100 | 92 958 | | | 11 233 |
| LeasePlan Hungaria ZRT. | Hongrie | 100 | 69 850 | | | |
| BanSabadell SA | Espagne | 100 | 70 635 | | | 22 400 |
| ALD Automotive DOO | Serbie | 99 | 36 044 | | | 8 947 |
| ALD Automotive S.A. (Brazil) | Brésil | 50 | 53 881 | | 39 000 | |
| Ayvens Spain Mobility Solution S.A | Espagne | 100 | 322 894 | | 126 000 | 56 700 |
| ALD Automotive s.r.o. | République Tchèque | 100 | 184 017 | | | 42 752 |
| ALD Automotive Fuhrparkmanagement U | Autriche | 100 | 69 674 | | | 8 750 |
| ALD Automotive ITALIA s.r.l | Italie | 100 | 559 345 | | | 130 000 |
| ALD Automotive A/S | Danemark | 100 | 193 289 | | | |
| AXUS SA/NV | Belgique | 100 | 237 708 | | 3 000 | 30 000 |
| ALD Automotive AB | Suède | 100 | 148 761 | | | 25 984 |
| ALD Automotive AG | Suisse | 100 | 34 317 | | | |
| ALD Automotive SRL | Roumanie | 100 | 33 918 | | 1 000 | |
| LeasePlan Hellas Single Member SA | Grèce | 100 | 230 232 | | | |
| ALD Automotive Slovakia s.r.o. | Slovaquie | 100 | 24 275 | | | 4 000 |
| LeasePlan | Pays-Bas | 100 | 4 637 387 | 1 250 000 | | |
| LP DIGITAL BV | Pays-Bas | 100 | 30 332 | | | |
| LP GLOBAL BV | Pays-Bas | 100 | 39 658 | | | |
| LeasePlan Österreich Fuhrparkmanage GmbH | Autriche | 100 | 42 031 | | | |
| LeasePlan CN Holding BV | Pays-Bas | 100 | 15 405 | | | |
| LeasePlan Fleet Management NV | Belgique | 100 | 519 773 | | | |
| LeasePlan FRANCE SAS (SIREN 313606477) | France | 100 | 541 400 | | | |
| LeasePlan Fleet Management Services LTD | Irlande | 100 | 123 831 | | | |
| LeasePlan Norway A/S | Norvège | 100 | 156 944 | | 1 000 | |
| LeasePlan Fleet Management (Polska) SP | Pologne | 100 | 62 726 | | | |
| LeasePlan Slovakia SRO | Slovaquie | 100 | 38 354 | | | |
| LeasePlan Servicios SAU | Espagne | 100 | 351 925 | | 32 000 | |
| LeasePlan Sverige AB | Suède | 100 | 63 445 | | | |
| LeasePlan Italia SPA | Italie | 100 | 704 569 | | | |
| LeasePlan Portugal LDA | Portugal | 99 | 115 962 | | | |

| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | Valeur comptables des actions détenues | Montant net des prêts et avances consentis par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Montant des engagements donnés par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Dividendes encaissés par Ayvens SA au cours de l'exercice |
|---|------------------------|--------------------------|---|---|--|---|
| Dénomination sociale | Pays | Capital détenu (%) | | | | |
| Inula Holding UK LTD | Royaume-Uni | 100 | 318 182 | | | |
| Ayvens Insurance LTD | Irlande | 100 | 1 043 434 | | 24 000 | 95 000 |
| LeasePlan Otomotiv Servis VE Ticaret AS | Turquie | 100 | 550 627 | | 10 100 | |
| Axus Nederland BV | Pays-Bas | 100 | 202 222 | | 3 000 | |
| Participations (10 % à 49 % du capital détenu par Ayvens SA) | | | | | | |
| LeasePlan Emirates LLC | Emirats arabes unis | 49 | 32 624 | | | |
| Axus Luxembourg SA | Luxembourg | 25 | 203 600 | 12 519 410 | 50 000 | 16 484 |
| TOTAL (K€) | | | 13 510 615 | 13 769 410 | 295 100 | 2 187 465 |

II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Valeur comptables des actions détenues | Montant net des prêts et avances consentis par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Montant des engagements donnés par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Dividendes encaissés par Ayvens SA au cours de l'exercice |
|------------------------------|---|---|---|---|
| Dénomination sociale | | | | |
| Filiales étrangères | 50 526 | 282 | 218 000 | 43 185 |
| TOTAL (K€) | 50 526 | 282 | 218 000 | 43 185 |

Signed by:

 FF94A4FF3A2D4C8...

certifié conforme

AYVENS

Société anonyme au capital de 1 225 440 642 euros
 Siège social : 1-3 Rue Eugène et Armand Peugeot, Corosa,
 92500 Rueil-Malmaison
 417 689 395 RCS NANTERRE

Actif

| Bilan – actif (en milliers d'euros) | Exercice 2024 | | | Exercice 2023 |
|---|-------------------|---------------|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amort. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 112 099 | 55 331 | 56 768 | 33 600 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances sur immobilisations incorporelles | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 112 099 | 55 331 | 56 768 | 33 600 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel | | | | |
| Autres immo. corporelles | 5 051 | 3 596 | 1 455 | 1 833 |
| Immobilisations corporelles en cours | 45 223 | | 45 223 | 42 080 |
| Avances et acomptes | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 50 274 | 3 596 | 46 678 | 43 914 |
| Participations | 13 561 184 | 41 | 13 561 143 | 8 049 337 |
| Créances rattachées à des participations | 13 982 641 | | 13 982 641 | 10 351 390 |
| Autres titres immobilisés | | | | 6 185 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 1 446 | | 1 446 | 1 217 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 27 545 271 | 41 | 27 545 230 | 18 408 129 |
| Total actif immobilisé (II) | 27 707 644 | 58 968 | 27 648 676 | 18 485 643 |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| TOTAL STOCK | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 67 293 | | 67 293 | 60 500 |
| Autres créances | 92 655 | | 92 655 | 17 241 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| TOTAL CRÉANCES | 159 948 | | 159 948 | 77 741 |
| Valeurs mobilières de placement | 10 049 | | 10 049 | 8 193 |
| dont actions propres : | | | | |
| Disponibilités | 5 535 | | 5 535 | 6 519 |
| TOTAL DISPONIBILITÉS | 15 584 | | 15 584 | 14 713 |
| Charges constatées d'avance | 32 827 | | 32 827 | 22 528 |
| Total actif circulant (III) | 208 359 | | 208 359 | 114 982 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Prime de remboursement des obligations (V) | | | | |
| Écarts de conversion et d'évaluation - Actif (VI) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I À VI) | 27 916 003 | 58 968 | 27 857 035 | 18 600 625 |

Passif

| Bilan – passif (en milliers d'euros) | Exercice 2024 | Exercice 2023 |
|--|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel <i>dont versé : 1 225 441</i> | 1 225 441 | 1 225 441 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport... | 3 668 001 | 3 668 001 |
| Écarts de réévaluation <i>dont écart d'équivalence : 0</i> | | |
| Réserve légale | 122 544 | 75 307 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées <i>dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0</i> | | |
| Autres réserves <i>dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0</i> | 56 | 56 |
| Total réserves | 122 600 | 75 363 |
| Report à nouveau | 1 221 882 | 242 553 |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | 1 908 661 | 1 410 076 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Total capitaux propres (I) | 8 146 585 | 6 621 434 |
| Produit des émissions de titres participatifs | 750 000 | 750 000 |
| Avances conditionnées | | |
| Total autres fonds propres (II) | 750 000 | 750 000 |
| Provisions pour risques | 3 724 | 318 |
| Provisions pour charges | 7 427 | 7 243 |
| Total provisions pour risques et charges (III) | 11 151 | 7 561 |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | 9 965 519 | 6 886 251 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 8 735 599 | 4 175 361 |
| Emprunts et dettes financières divers <i>dont emprunts participatifs : 0</i> | | |
| TOTAL DETTES FINANCIÈRES | 18 701 118 | 11 061 612 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 106 065 | 91 776 |
| Dettes fiscales et sociales | 8 273 | 10 346 |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 107 109 | 40 203 |
| TOTAL DETTES D'EXPLOITATION | 221 447 | 142 325 |
| Produits constatés d'avance | 26 733 | 17 692 |
| Total dettes (IV) | 18 949 298 | 11 221 630 |
| Écart de conversion Passif (V) | | |
| TOTAL GÉNÉRAL – PASSIF (I À V) | 27 857 035 | 18 600 625 |

Compte de résultat

| Compte de résultat (en milliers d'euros) | Exercice 2024 | | | Exercice 2023 |
|--|---------------|----------------|------------------|------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue biens | | | | |
| Production vendue services | 39 536 | 128 199 | 167 735 | 140 256 |
| Chiffre d'affaires net | 39 536 | 128 199 | 167 735 | 140 256 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 21 334 | 15 671 |
| Autres produits | | | 48 | 13 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 189 117 | 155 940 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 228 719 | 260 726 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 352 | 154 |
| Salaires et traitements | | | 25 158 | 20 620 |
| Charges sociales | | | 14 009 | 10 215 |
| Dotations d'exploitation | | | | |
| Dotations aux amortissements | | | 13 506 | 8 355 |
| Dotations aux provisions | | | 8 546 | 5 933 |
| Autres charges | | | 2 475 | 1 984 |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 292 765 | 307 987 |
| Résultat d'exploitation | | | (103 648) | (152 047) |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 2 230 650 | 1 669 238 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 572 778 | 233 450 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 930 | 283 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 67 569 | |
| Différences positives de change | | | 8 | 44 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total des produits financiers (V) | | | 2 871 935 | 1 903 014 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | 67 569 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 801 237 | 268 065 |
| Différences négatives de change | | | 289 | 241 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total des charges financières (VI) | | | 801 526 | 335 874 |
| Résultat financier | | | 2 070 409 | 1 567 139 |
| Résultat courant avant impôts (I - II + III - IV + V - VI) | | | 1 966 762 | 1 415 092 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | 102 039 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| Total des produits exceptionnels (VII) | | | 0 | 102 039 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | 1 090 | 988 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | 93 015 | 123 679 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | | |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | | | 94 105 | 124 667 |
| Résultat exceptionnel (VII - VIII) | | | (94 105) | (22 628) |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | | | |

| Compte de résultat (en milliers d'euros) | Exercice 2024 | | | Exercice 2023 |
|---|---------------|-------------|------------------|------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | | (36 003) | (17 612) |
| Total des produits (I + III + V + VII) | | | 3 061 052 | 2 160 993 |
| Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | | 1 152 390 | 750 916 |
| BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS – TOTAL DES CHARGES) | | | 1 908 661 | 1 410 076 |

Exposé sur les résultats économiques et financiers d'Ayvens SA

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires a connu une augmentation significative de 27 479 milliers d'euros par rapport à l'année précédente. Cette augmentation peut être attribuée en grande partie à l'augmentation des produits d'exploitation, qui est elle-même due à l'augmentation des mises en production des projets informatiques. Grâce à ces nouveaux projets, l'entreprise a pu réaliser des ventes supplémentaires et accroître ses revenus.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 292 764 milliers d'euros contre 307 987 milliers d'euros en 2023. Cette baisse s'explique par les mesures de maîtrise des coûts mises en place, ainsi que par l'arrêt des dépenses liées au département IMO.

Le résultat financier s'élève à 2 070 409 milliers d'euros contre 1 567 139 milliers d'euros en 2023. Cette variation s'explique par une remontée plus importante de dividendes de la part des filiales et sous-filiales par rapport à l'année précédente, compte tenu de la détention directe des filiales.

Le résultat exceptionnel s'élève à - 94 105 milliers d'euros contre - 22 628 milliers d'euros en 2023, en raison de la cession de la filiale Fleetpool à Ayvens Allemagne, la perte étant due à la valeur nette comptable supérieure au prix de cession.

L'impôt sur les bénéfices de l'année s'élève à -36 003 milliers d'euros (produit d'impôt) contre -17 612 milliers d'euros en 2023. Ce produit d'impôt correspond uniquement aux contributions d'impôt sur les sociétés dues par les entités bénéficiaires du groupe d'intégration fiscale en France. En 2024, la charge d'impôt du groupe fiscal est nulle. Les contributions des entités ont augmenté à la suite de l'intégration des nouvelles filiales de LeasePlan France dans le groupe fiscal.

Le résultat comptable après impôt de l'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 1 908 661 milliers d'euros contre 1 410 076 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent. Cette augmentation de résultat est impactée par la forte hausse des dividendes perçus.

Bilan actif

Au 31 décembre 2024, le total du bilan s'élève à 27 857 035 milliers d'euros contre 18 600 625 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Les immobilisations nettes s'élèvent à 27 648 676 milliers d'euros contre 18 495 643 milliers d'euros à l'issue de l'exercice précédent. Cela se traduit par le rachat des filiales et l'augmentation des prêts financiers finançant la nouvelle activité.

L'actif courant s'élève 208 359 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 114 982 milliers d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Bilan passif

Le montant des capitaux propres est passé de 6 621 434 milliers d'euros au 31 décembre 2023 à 8 146 585 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les dettes financières ont augmenté à 18 701 118 milliers d'euros contre 11 061 612 milliers d'euros à fin 2023. Ayvens SA a garanti des prêts en devises étrangères, dont un en JPY (yen japonais) et l'autre en CHF (franc suisse).

Les dettes d'exploitation à fin décembre 2024 s'élèvent à 221 447 milliers d'euros contre 142 325 milliers en 2023.

Hors bilan

Engagements donnés : Ayvens SA a octroyé des garanties et contre-garanties pour le compte de ses filiales en cas de financement externe ou de location immobilière pour un montant total de 780 100 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Annexe

Informations générales

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant distribution au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est 27 857 035 milliers d'euros et le résultat s'élève à 1 908 661 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ayvens SA est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé à l'adresse suivante : 1-3, rue Eugène et Armand Peugeot, Le Corosa, 92500 Rueil-Malmaison, France.

La Société est une filiale de Société Générale (participation de 52,6 %), dont le siège social est situé au 29 Bd Haussmann dans le IX^{ème} arrondissement et qui est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 552 120 222 RCS PARIS.

Les comptes individuels sont présentés en milliers d'euros ; les montants ont été arrondis au millier le plus proche, sauf indication contraire. Dans certains cas, l'arrondi peut entraîner des écarts non significatifs entre les lignes et les colonnes de totaux.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général ANC n° 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- | continuité de l'exploitation ;
- | permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- | indépendance des exercices.

Informations complémentaires

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- | à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux) ;
- | à leur coût de production (biens produits) ;
- | à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage.

| | | |
|---|---------------|--------|
| Installations techniques | Mode linéaire | 5 ans |
| Installations et agencements | Mode linéaire | 5 ans |
| Matériel de bureau et mobilier informatique | Mode linéaire | 3 ans |
| Mobilier de bureau | Mode linéaire | 10 ans |
| Serveurs | Mode linéaire | 5 ans |

Immobilisations incorporelles en cours

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent à des développements de logiciels internes menés par Ayvens SA, au bénéfice des entités du groupe.

Les critères d'activation d'un projet sont établis conformément aux dispositions du règlement 2023-05.

L'ensemble des logiciels développés en interne fait l'objet d'un amortissement à partir de la date d'activation.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage qui varient en fonction de la nature du projet (majoritairement entre 5 et 8 ans).

Les logiciels sont amortis linéairement sur 3 ans.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable ou lorsqu'un projet est arrêté.

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

A la clôture de l'exercice, les titres de participations sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix qu'Ayvens accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée et dépend de la nature de l'activité de l'entité. Elle est déterminée à partir de différents critères tels que l'actif net comptable, la rentabilité (basée sur les plans d'affaires déterminés par les entités incluant la capacité distributive) ou par un expert indépendant. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille titres.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision afin de tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice ;
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Actions auto détenues

À la date du présent Document d'Enregistrement Universel, la Société détient en propre 1 002 205 actions Ayvens, en vue de leur attribution aux salariés ou dans le cadre de son contrat de liquidité (détails disponibles sur www.ayvens.com, section investisseurs). Aucune de ces actions n'est détenue par ses filiales ou par un tiers en son nom.

| Année | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------------|--------------------------------|---------|--------|
| Type de plan | Attribution gratuite d'actions | | |
| Nombre total d'actions attribuées | 435 045 | 433 267 | 73 163 |
| Juste valeur (en euros) | 9,51 | 8,31 | 4,79 |
| Conditions de performance | Oui | Oui | Oui |
| Condition de présence | Oui | Oui | Oui |

Rémunération du Conseil d'administration et des organes de direction

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs de l'entreprise au cours de l'exercice 2024 est de 394 milliers d'euros.

Les rémunérations versées en 2024 aux mandataires sociaux (au Président du Conseil d'administration, au Directeur général et au Directeur général délégué) s'élèvent à 2,4 millions d'euros.

Régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes de retraite à cotisations définies dont bénéficient les salariés d'Ayvens SA sont situés en France. Ils regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et le régime de retraite national AGIRC-ARRCO.

Les engagements retraite sont autofinancés à partir de la trésorerie de l'entreprise. L'âge moyen des effectifs actifs d'Ayvens SA au 31 décembre 2024 est de 41,3 ans. Aucun départ en retraite n'a été constaté sur l'exercice. La provision pour engagement de retraite au 31 décembre 2024 s'élève à 1,1 million d'euros (dotation 2024 : 776 milliers d'euros), dont 47,8 % de charges patronales, et est déterminée selon la méthode prospective dite des « unités de crédit projetées ». Les principales hypothèses retenues sont : taux d'actualisation 3,37% (3,23% au 31/12/2023), taux d'augmentation des salaires à long-terme 0,85% (inchangé par rapport au 31/12/2023) et inflation à long-terme 2,14% (2,32 % au 31/12/2023).

Événements significatifs de l'année

Filiales et participations

Plusieurs événements importants se sont produits pour Ayvens en 2024, notamment :

- | acquisition directe des filiales de LP Group (pour un montant 4 547 millions d'euros et de certaines entités d'ALD International GmbH (pour 985 millions d'euros) dans le but de préparer les fusions des entités opérationnelles dans les pays.
- | fusion de filiales : suite à l'acquisition des deux filiales anciennement dénommées ALD et LeasePlan, une stratégie de rationalisation des opérations a été mise en œuvre. L'objectif premier de cette opération est de créer des synergies entre les deux entités afin de maximiser l'efficacité opérationnelle, de faire converger les processus et de rationaliser les coûts ; Ces fusions n'ont pas d'impact sur la valeur bilantielle des titres.
- | transfert interne de Fleetpool : afin de minimiser les coûts en Allemagne, Ayvens SA a transféré directement la société Fleetpool à Ayvens Germany. Cette cession a entraîné la constatation d'une perte au cours de l'exercice 2024 de 21 millions d'euros (incluant une reprise de provision sur titres constatée en 2023 de 67,5 millions d'euros).
- | Complément de prix au titre de l'acquisition de LeasePlan: au 31 décembre 2024, le montant estimé du complément de prix éventuel à la date de clôture de la transaction est de 141,7 millions d'euros dont 106 millions d'euros non payé, comptabilisé au passif du bilan dans le poste « Autres dettes ». Le montant du complément de prix à payer dépend de la réalisation d'objectifs d'optimisation réglementaire convenus à l'avance.

Dividendes

L'ensemble des dividendes perçus au titre de l'exercice 2024 s'élève à 2 230 650 milliers d'euros, correspondant au versement de dividendes sur les résultats des filiales 2023, ainsi qu'au versement d'un dividende sur une partie du prix de cession des filiales des *holdings* internes. Le dividende versé aux actionnaires au titre du bénéfice de l'exercice 2023 s'élève à 383 971 milliers d'euros correspondant à 50 % des résultats consolidés du Groupe en 2023.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu. Par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun

Informations bilan et résultat

Immobilisations

| Cadre A | Valeur brute au début de l'exercice | Augmentations | |
|---|-------------------------------------|---------------|------------------|
| | | Réévaluation | Acqu. et apports |
| Frais d'établissement et de développement (I) | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles (II) | 76 813 | | 37 158 |
| Terrains | | | |
| Constructions | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | |
| Autres immo. corporelles | 2 772 | | 27 |
| | 2 139 | | 112 |
| Immobilisations corporelles en cours | 42 080 | | 39 952 |
| Avances et acomptes | | | |
| Total (III) | 46 993 | | 40 092 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 8 116 947 | | 5 682 018 |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 10 358 792 | | 3 625 295 |
| Total (IV) | 18 475 739 | | 9 307 313 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | 18 599 544 | | 9 384 565 |

| Cadre B | Diminutions | | Valeur brute à la fin de l'exercice | Réévaluation Valeur d'origine |
|--|-------------|---------|-------------------------------------|----------------------------------|
| | Virement | Cession | | |
| Frais d'établissement et de développement (I) | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles (II) | | 1 873 | 112 099 | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Sur sol propre | | | | |
| Sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |

| Cadre B | Diminutions | | Valeur brute à la fin de l'exercice | Réévaluation Valeur d'origine |
|---|----------------|--------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| | Virement | Cession | | |
| Autres immo. corporelles | | | | |
| I Installations générales, agencements, aménagements divers | | | 2 800 | |
| I Matériel de transport | | | | |
| I Matériel de bureau et mobilier informatique | | | 2 251 | |
| I Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 36 810 | | 45 223 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Total (III) | 36 810 | | 50 274 | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 237 780 | | 13 561 185 | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | 13 984 087 | |
| Total (IV) | 237 780 | | 27 545 272 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | 274 590 | 1 873 | 27 707 644 | |

Charge d'amortissement

Situation et mouvements des amortissements de l'exercice

| Immobilisations amortissables Cadre A | Début de l'exercice | Dotations | Reprises | Fin de l'exercice |
|--|---------------------|---------------|----------|-------------------|
| Frais d'établissement et de développement (I) | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles (II) | 43 213 | 12 118 | | 55 331 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| I Sur sol propre | | | | |
| I Sur sol d'autrui | | | | |
| I Installations générales, agencements | | | | |
| Installations techniques, matériels et outillages | | | | |
| Autres immo. corporelles | | | | |
| I Installations générales, agencements divers | | | | |
| I Matériel de transport | 1 432 | 279 | | 1 711 |
| I Matériel de bureau, informatique et mobilier | 1 646 | 239 | | 1 885 |
| I Emballages récupérables et divers | | | | |
| Total immobilisations corporelles (III) | 3 079 | 518 | | 3 596 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 46 292 | 12 636 | | 58 927 |

| Cadre B | Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires | | | | | | |
|--------------------------|--|----------------|---------------------------|-----------------------|----------------|---------------------------|-------------------|
| | Dotations | | | Reprises | | | Fin de l'exercice |
| Immobilier | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort fiscal exceptionnel | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort fiscal exceptionnel | |
| Coûts établis | | | | | | | |
| Autres | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions : | | | | | | | |
| sol propre | | | | | | | |
| sol autrui | | | | | | | |
| install. | | | | | | | |
| Autres immobilisations : | | | | | | | |
| Inst. techn. | | | | | | | |
| Inst. gén. | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Mat. bureau | | | | | | | |
| Emballage | | | | | | | |
| Corpo. | | | | | | | |
| Acquis. de titres | | | | | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Provisions et dépréciations

| Nature des provisions | Début de l'exercice | Dotations | Reprises | Fin de l'exercice |
|---|------------------------|--------------|---------------|----------------------|
| Provisions gisements miniers et pétroliers | | | | |
| Provisions investissements | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions implantation étranger avant 01/01/92 | | | | |
| Provisions implantation étranger après 01/01/92 | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| Total (I) | | | | |
| Provisions pour litige | 318 | 3 406 | | 3 724 |
| Frais de développement | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | | | | |
| Provisions pour pensions | 353 | 776 | | 1 129 |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretien | | | | |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur les congés à payer | 6 889 | | 592 | 6 297 |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| Total (II) | 7 561 | 4 182 | 592 | 11 150 |
| Provisions sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Provisions sur immobilisation corporelles | | | | |
| Provisions sur titres mis en équivalence | | | | |
| Provisions sur titres de participations | 67 610 | | 67 569 | 41 |
| Provisions sur autres immobilisation financières | | | | |
| Provisions sur stocks | | | | |
| Provisions sur comptes clients | | | | |
| Autres provisions pour dépréciations | | | | |
| Total (III) | 67 610 | | 67 569 | 41 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 75 171 | 4 182 | 68 161 | 11 191 |
| Dont dotations et reprises d'exploitation | | 3 590 | | |
| Dont dotations et reprises financières | | | 67 569 | |
| Dont dotations et reprises exceptionnelles | | | | |
| Dépréciations des titres mis en équivalence | | | | |

États des échéances des créances et des dettes

A – État des créances

| Cadre A | Montant brut | À un an au plus | À plus d'un an |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| Créances rattachées à des participations | 13 982 641 | 2 949 665 | 11 032 976 |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 1 446 | 1 446 | |
| Total des créances liées à l'actif immobilisé | 13 984 087 | 2 951 112 | 11 032 976 |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances | 67 293 | 67 293 | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 49 | 49 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 308 | 308 | |
| État et autres collectivités publiques | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 584 | 584 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 16 942 | 16 942 | |
| Autres impôts | | | |
| État – divers | | | |
| Groupes et associés | 74 614 | 74 614 | |
| Débiteurs divers | 159 | 159 | |
| Total créances liées à l'actif circulant | 159 949 | 159 949 | |
| Charges constatées d'avance | 32 827 | 23 444 | 9 383 |
| TOTAL CRÉANCES | 14 176 863 | 3 134 504 | 11 042 359 |
| Prêts accordés au cours de l'exercice | 6 936 415 | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | 3 768 315 | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

B – État des dettes

| Cadre B | À plus d'un an et | | | |
|--|-------------------|------------------|-------------------|--------------------|
| État des dettes | Montant brut | À un an au plus | moins de cinq ans | À plus de cinq ans |
| Obligations convertibles | | | | |
| Autres obligations | 9 965 519 | 3 040 109 | 6 425 410 | 500 000 |
| Emprunts auprès d'institutions financières à moins d'un an à l'origine | | | | |
| Emprunts auprès d'institutions financières à plus d'un an à l'origine | 8 732 043 | 4 424 843 | 2 740 400 | 1 566 800 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 106 065 | 106 065 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 6 | 6 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 8 095 | 8 095 | | |
| État et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 3 | 3 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts | 135 | 135 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupes et associés | 106 456 | 106 456 | | |
| Autres dettes | 654 | 654 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 26 733 | 4 688 | 22 046 | |
| TOTAL DES DETTES | 18 945 709 | 7 691 054 | 9 187 856 | 2 066 800 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 10 732 821 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 3 259 217 | | | |

Emprunts obligataires

| Date d'émission | Date d'échéance | Montant (en millions) | Taux |
|-----------------|-----------------|-----------------------|----------------------|
| Février 2022 | Mars 2026 | 700 | 1,250 % |
| Juillet 2022 | Juillet 2027 | 500 | 4,000 % |
| Octobre 2022 | Octobre 2025 | 750 | 4,750 % |
| Janvier 2023 | Janvier 2027 | 750 | 4,250 % |
| Février 2023 | Février 2025 | 500 | Euribor 3M + 0,55 |
| Juin 2023 | Février 2025 | 600 | Euribor 3M + 0,55 |
| Octobre 2023 | Octobre 2025 | 1 000 | Euribor 3M + 0,65 |
| Octobre 2023 | Octobre 2028 | 1 000 | 4,875 % |
| Novembre 2023 | Novembre 2026 | 500 | 4,375 % |
| Janvier 2024 | Janvier 2031 | 500 | 4,000 % |
| Janvier 2024 | Janvier 2028 | 1 000 | 3,875 % |
| Février 2024 | Février 2027 | 1 000 | 3,875 % |
| Mars 2024 | Mars 2029 | 220 | 2,225 % |
| Juillet 2024 | Juillet 2029 | 750 | 3,875 % |

Détail des charges à payer

| Charges à payer | Montant |
|---|----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | 190 109 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements financiers | 84 474 |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 87 534 |
| Dettes fiscales et sociales | 8 273 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | |
| TOTAL | 370 390 |

Détail des produits à recevoir

| | Montant |
|---|----------------|
| Créances rattachées à des participations | 207 566 |
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | 55 779 |
| Personnel et comptes rattachés | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 356 |
| État et autres collectivités publiques | 17 526 |
| Autres créances | |
| Disponibilités | |
| TOTAL | 281 227 |

Projet d'affectation du résultat

| Projet d'affectation du résultat | 31/12/24 |
|--|------------------|
| Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice | 1 221 882 |
| Résultat de l'exercice | 1 908 661 |
| Prélèvements sur les réserves | |
| TOTAL DES SOMMES DISTRIBUABLES | 3 130 543 |
| Affectation aux réserves : | |
| légales | |
| autres | |
| Dividendes | 302 275 |
| Autres répartitions | |
| Report à nouveau | 2 828 268 |
| TOTAL DES AFFECTATIONS | 3 130 543 |

Charges constatées d'avance

| Charges constatées d'avance | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
|------------------------------------|--------------|---------------|--------------|
| Location informatique | 2 160 | | |
| Redevance logicielle | 507 | | |
| Données financières | 5 | | |
| Maintenance informatique | 3 511 | | |
| Charges locatives | 477 | | |
| Maintenance des locaux | 86 | | |
| Honoraires | 416 | | |
| Personnel autres dépenses | 8 | | |
| Événementiel | 132 | | |
| Remise sur volume client | | | |
| Intérêts sur emprunts obligataires | | 25 524 | |
| | 7 303 | 25 524 | |

Produits constatés d'avance

| Produits constatés d'avance | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
|-----------------------------|---------------|-----------|--------------|
| PCA 2019 | 425 | | |
| PCA 2022 | 2 131 | | |
| PCA 2023 | 12 320 | | |
| PCA 2024 | 11 857 | | |
| | 26 733 | | |

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

| | Nombre au début de l'exercice | Créés au cours de l'exercice | Remboursés au cours de l'exercice | Nombre au 31 décembre 2024 | Valeur nominale |
|---|-------------------------------------|---------------------------------|---|----------------------------------|--------------------|
| Actions ordinaires | 816 960 428 | | | 816 960 428 | 1,5 |
| Actions amorties | | | | | |
| Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) | | | | | |
| Actions préférentielles | | | | | |
| Capital social | | | | | |
| Certificats d'investissement | | | | | |
| TOTAL | | | | | |

Variation des capitaux propres

| Capitaux propres | Ouverture | Affectation du résultat 2023 | Allocation des réserves | Dividendes versés | Résultat net de l'exercice | Apports et fusions | Clôture |
|--|------------------|------------------------------------|----------------------------|----------------------|----------------------------------|-----------------------|------------------|
| Capital social ou individuel | 1 225 441 | | | | | | 1 225 441 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport... | 3 668 001 | | | | | | 3 668 001 |
| Écarts de réévaluation | | | | | | | |
| Réserve légale | 75 307 | | 47 237 | | | | 122 544 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | | |
| Réserves réglementées | | | | | | | |
| Autres réserves | 56 | | | | | | 56 |
| Report à nouveau | 242 553 | 1 410 076 | (47 237) | (383 510) | | | 1 221 882 |
| Résultat de l'exercice | 1 410 076 | (1 410 076) | | | 1 908 661 | | 1 908 661 |
| Subventions d'investissement | | | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 6 621 434 | - | - | (383 510) | 1 908 661 | | 8 146 585 |

Filiales et participations

I - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL SOCIAL D'AYVENS SA

| (en milliers d'euros) Dénomination sociale | Pays | Capital détenu (%) | Valeur comptables des actions détenues | Montant net des prêts et avances consentis par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Montant des engagements donnés par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Dividendes encaissés par Ayvens SA au cours de l'exercice |
|--|-----------------------|--------------------------|---|---|--|---|
| Filiales (50 % et plus du capital détenu par Ayvens SA) | | | | | | |
| ALD International GmbH | Allemagne | 100 | 1 072 387 | | | 1 623 853 |
| Temsys SA | France | 100 | 282 000 | | 6 000 | 111 361 |
| ALD Automotive Magyarország KFT | Hongrie | 100 | 92 958 | | | 11 233 |
| LeasePlan Hungaria ZRT. | Hongrie | 100 | 69 850 | | | |
| BanSabadell SA | Espagne | 100 | 70 635 | | | 22 400 |
| ALD Automotive DOO | Serbie | 99 | 36 044 | | | 8 947 |
| ALD Automotive S.A. (Brazil) | Brésil | 50 | 53 881 | | 39 000 | |
| Ayvens Spain Mobility Solution S.A | Espagne | 100 | 322 894 | | 126 000 | 56 700 |
| ALD Automotive s.r.o. | République Tchèque | 100 | 184 017 | | | 42 752 |
| ALD Automotive Fuhrparkmanagement U | Autriche | 100 | 69 674 | | | 8 750 |
| ALD Automotive ITALIA s.r.l | Italie | 100 | 559 345 | | | 130 000 |
| ALD Automotive A/S | Danemark | 100 | 193 289 | | | |
| AXUS SA/NV | Belgique | 100 | 237 708 | | 3 000 | 30 000 |
| ALD Automotive AB | Suède | 100 | 148 761 | | | 25 984 |
| ALD Automotive AG | Suisse | 100 | 34 317 | | | |
| ALD Automotive SRL | Roumanie | 100 | 33 918 | | 1 000 | |
| LeasePlan Hellas Single Member SA | Grèce | 100 | 230 232 | | | |
| ALD Automotive Slovakia s.r.o. | Slovaquie | 100 | 24 275 | | | 4 000 |
| LeasePlan | Pays-Bas | 100 | 4 637 387 | 1 250 000 | | |
| LP DIGITAL BV | Pays-Bas | 100 | 30 332 | | | |
| LP GLOBAL BV | Pays-Bas | 100 | 39 658 | | | |
| LeasePlan Österreich Fuhrparkmanage GmbH | Autriche | 100 | 42 031 | | | |
| LeasePlan CN Holding BV | Pays-Bas | 100 | 15 405 | | | |
| LeasePlan Fleet Management NV | Belgique | 100 | 519 773 | | | |
| LeasePlan FRANCE SAS (SIREN 313606477) | France | 100 | 541 400 | | | |
| LeasePlan Fleet Management Services LTD | Irlande | 100 | 123 831 | | | |
| LeasePlan Norway A/S | Norvège | 100 | 156 944 | | 1 000 | |
| LeasePlan Fleet Management (Polska) SP | Pologne | 100 | 62 726 | | | |
| LeasePlan Slovakia SRO | Slovaquie | 100 | 38 354 | | | |
| LeasePlan Servicios SAU | Espagne | 100 | 351 925 | | 32 000 | |
| LeasePlan Sverige AB | Suède | 100 | 63 445 | | | |
| LeasePlan Italia SPA | Italie | 100 | 704 569 | | | |
| LeasePlan Portugal LDA | Portugal | 99 | 115 962 | | | |

| <i>(en milliers d'euros)</i> Dénomination sociale | Pays | Capital détenu (%) | Valeur comptables des actions détenues | Montant net des prêts et avances consentis par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Montant des engagements donnés par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Dividendes encaissés par Ayvens SA au cours de l'exercice |
|---|------------------------|--------------------------|---|---|--|---|
| Inula Holding UK LTD | Royaume-Uni | 100 | 318 182 | | | |
| Ayvens Insurance LTD | Irlande | 100 | 1 043 434 | | 24 000 | 95 000 |
| LeasePlan Otomotiv Servis VE Ticaret AS | Turquie | 100 | 550 627 | | 10 100 | |
| Axus Nederland BV | Pays-Bas | 100 | 202 222 | | 3 000 | |
| Participations (10 % à 49 % du capital détenu par Ayvens SA) | | | | | | |
| LeasePlan Emirates LLC | Emirats arabes unis | 49 | 32 624 | | | |
| Axus Luxembourg SA | Luxembourg | 25 | 203 600 | 12 519 410 | 50 000 | 16 484 |
| TOTAL (K€) | | | 13 510 615 | 13 769 410 | 295 100 | 2 187 465 |

II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| <i>(en milliers d'euros)</i> Dénomination sociale | Valeur comptables des actions détenues | Montant net des prêts et avances consentis par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Montant des engagements donnés par Ayvens SA (au 31/12/2024) | Dividendes encaissés par Ayvens SA au cours de l'exercice |
|--|---|---|---|---|
| Filiales étrangères | 50 526 | 282 | 218 000 | 43 185 |
| TOTAL (K€) | 50 526 | 282 | 218 000 | 43 185 |